



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Préfecture

Direction de l'Action Locale

Bureau des Procédures Environnementales

Section ICPE et Loi sur l'eau

N ° 2010-610

Arrêté préfectoral complémentaire autorisant le rabattement partiel de la nappe phréatique dans le cadre de l'exploitation d'une carrière à Neuville-sur-Moselle

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, en particulier son article R. 512-33,

Vu le Code Minier et les textes pris pour son application,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral 2001-610 du 30 septembre 2003 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers par la société GSM sur le territoire de la commune de NEUVILLER SUR MOSELLE, en particulier son article 3,

Vu la demande présentée le 4 février 2010 par la société GSM, dont le siège social est situé aux Technodes – BP 02 - 78931 GUERVILLE Cedex, à l'effet d'être autorisée à effectuer un rabattement partiel de la nappe présente au droit du site de la carrière de matériaux alluvionnaires qu'elle exploite sur le territoire de la commune de NEUVILLER SUR MOSELLE,

Vu l'étude de faisabilité du rejet des eaux pompées dans la Moselle, réalisée par le bureau d'études BURGEAP en date du 14 décembre 2009,

Vu le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL référencé CM/628/2010 du 29 juillet 2010,

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites « Formation spécialisée Carrières » en date du 23 mars 2011,

CONSIDERANT que l'étude de faisabilité conclut à l'absence d'incidence du rabattement de nappe sur la productivité des puits AEP compte tenu du positionnement du projet à plus de 700 m des puits et de l'alimentation de ces derniers par 2 prises d'eau dans la Moselle et son bras mort respectivement référencés 02686X0093 et 02686X0017,

CONSIDERANT que l'étude de faisabilité conclut à aucune incidence notable du rabattement partiel de la nappe sur la qualité des eaux,

CONSIDERANT l'engagement de la société GSM à ne pas procéder au décapage du site de la carrière en période estivale et à ce que le rabattement de nappe au droit du site et le rejet dans le bras mort de la Moselle soient réalisés hors période d'étiage de la Moselle,

CONSIDERANT que le rabattement partiel de nappe en question n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que les prescriptions applicables à la carrière à ciel ouvert de sables et graviers exploitée par la société GSM sur le territoire de la commune de NEUVILLER SUR MOSELLE doivent être modifiées et complétées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

ARTICLE 1 – :

Les dispositions de l'arrêté préfectoral 2001-610 du 30 septembre 2003 autorisant la société GSM, dont le siège social est situé aux Technodes – BP 02 - 78931 GUERVILLE Cedex, à exploiter une carrière à ciel ouvert de sables et graviers par la société GSM sur le territoire de la commune de NEUVILLER SUR MOSELLE, sont modifiées et complétées par les prescriptions fixées aux articles suivants du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2001-610 du 30 septembre 2003 est modifié comme suit :

« ARTICLE 3

Les produits extraits sont destinés au bâtiment, génie civil, et aux travaux publics et routiers.

Les modalités d'exploitation sont celles présentées dans le dossier de demande d'autorisation et concernent notamment :

- le décapage sélectif des terres de recouvrement,
- l'extraction des matériaux qui aura lieu en eau,
- **le rabattement partiel de nappe pour le décapage des terrains du site** sous les conditions fixées au présent article et à l'article 5.2.3 du présent arrêté,
- l'exploitation par engins mécaniques terrestres sans emploi d'explosifs.

Le rabattement partiel de la nappe présente au droit du site de la carrière est permis dès lors que le débit de la Moselle est supérieur ou égal à 20 m³/s, débit mesuré à la station de Tonnoy. En dessous de ce seuil de débit, tout rabattement de la nappe est interdit. »

ARTICLE 3 –

L'article 5.2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation 2001-610 du 30 septembre 2003 est modifié comme suit :

« 5.2.3- Prescriptions pour le maintien de la stabilité de la rivière, de la nappe, des ouvrages et des terrains environnants

L'exploitation sera menée suivant le principe du réaménagement coordonné et simultané.

Le rabattement partiel de nappe pour le décapage des terrains du site est permis jusqu'à 1 mètre sous le toit des alluvions. »

ARTICLE 3 -

En vue de l'information des tiers :

1° - une copie du présent arrêté sera déposée dans les mairies de Neuville-sur-Moselle, Bayon, Crantenoy, Crévéchamps, Domptail-en-l'Air, Haigneville, Haussonville, Laneuveville-devant-Bayon, Lorey, Mangonville, Roville-devant-Bayon, Virecourt, Saint-Mard et Saint-Remimont et pourra y être consultée par toute personne intéressée,

2° - un extrait de cet arrêté sera affiché dans les mairies précitées pendant une durée minimum d'un mois. Les maires établiront un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité et le fera parvenir à la préfecture. Le même extrait sera publié sur le site internet de la préfecture pour une durée identique.

3 °Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

4° - un avis sera inséré par la préfecture et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans le département.

ARTICLE 4 : Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par le présent arrêté afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendent leur être occasionnés par l'établissement.

ARTICLE 5 -

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré devant le tribunal administratif de Nancy :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

ARTICLE 6 -

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Lunéville, Mmes et MM. les maires des communes précitées et l'inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le Directeur de la société GSM

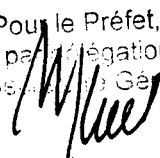
et dont une copie sera adressée à :

- M. l'Inspecteur des installations classées
- M. la Directrice interrégionale de la navigation du nord-est
- M. le Directeur départemental des territoires.
- M. le Directeur de la délégation territoriale de l'agence régionale de santé de Lorraine.

NANCY le **15 JUIN 2011**

Le préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général


François MALHANCHE